



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Quatrième Circonscription de la Dordogne

Élections Législatives

DU 23 JUIN 1968

UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

ELECTRICES, ELECTEURS,

La France vit des semaines dramatiques.

Une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de penser, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.

Des hommes politiques de l'opposition, assoiffés de pouvoir, aveuglés par la rancune et la passion, n'ont pas hésité à bafouer la légalité républicaine et à préparer un coup de force qui nous aurait conduits à la dictature.

Une fois de plus la voix du Président de la République affirmant, dans la tourmente, la permanence de l'Etat et rassemblant autour de lui, dans tout le pays, des millions de citoyens, rendait aux Français la confiance et l'espoir.

A ceux qui voulaient confisquer à leur profit exclusif les aspirations de la jeunesse et imposer leur joug totalitaire, il opposait le seul recours légitime, celui de la légalité républicaine et de la démocratie.

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale il offrait à tous la possibilité de s'exprimer en dehors de toute contrainte.

Il appartient maintenant au peuple de dire ce qu'il veut.

C'est assez souligner la gravité du vote que vous allez émettre : **LE DESTIN DU PAYS EN DEPEND.**

NOUS NE VOULONS PAS L'ANARCHIE.

Les oppositions n'ont pas réussi à s'entendre.

Elles n'ont ni candidat unique au premier tour, ni programme commun, si ce n'est celui de détruire. Ensembles, elles seraient contradictoires.

Elles ne sont provisoirement associées que pour piper des suffrages et conserver des sièges.

Incapables de gouverner demain, elles ne pourraient que nous conduire au désordre, à la ruine de l'économie et, en définitive, à l'appauvrissement général.

NOUS VOULONS DES REFORMES.

Les réformes nécessaires ne peuvent s'accomplir que dans l'ordre et dans la légalité.

Plus que jamais la France a besoin d'un gouvernement stable et efficace, soutenu par une majorité solide et largement ouverte.

Ces réformes exigent la **PARTICIPATION** de tous les citoyens :

— Pour que s'établisse un dialogue constructif entre les élus de la Nation et le Gouvernement.

— Pour que l'Université se renove.

Ces réformes doivent s'accomplir au profit de tous :

Les industriels, artisans, commerçants, doivent être aidés à surmonter leurs difficultés.

Les paysans, pour qui le salut ne peut venir du collectivisme mais de l'association, doivent bénéficier pleinement de la poursuite de la construction européenne, comme ce fut le cas tout récemment lors de la fixation du prix du lait.

Il faut garantir aux travailleurs et surtout aux petits salariés, l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie.

Les régions doivent, grâce à une décentralisation accrue, pouvoir définir et préparer elles-mêmes leur avenir.

Pour accomplir une aussi vaste tâche la France a besoin du concours de tous ses enfants et de leur union.

IL FAUT S'UNIR.

C'est à cette union, dans le cadre des institutions que le peuple s'est librement données, que je vous appelle.

Depuis les dernières élections législatives je suis resté en rapport constant avec vous. Je me suis efforcé de vous aider et de travailler à l'intérêt général. Je suis prêt à continuer et à amplifier mon action si vous voulez bien m'honorer de votre confiance.

Plus particulièrement, je préconise la création, dès le lendemain des élections, d'un Centre d'Etudes Économiques et Sociales associant les représentants qualifiés de toutes les activités afin d'étudier en commun l'ensemble des problèmes de notre région, de prévoir son avenir et de préparer un plan global d'aménagement.

LE 23 JUIN, VOUS VOUS PRONONCEREZ EN FAVEUR DE LA GRANDE ŒUVRE D'ÉVOLUTION ET DE PROGRES A LAQUELLE VOUS CONVIE LE CHEF DE L'ÉTAT, DANS L'ORDRE REPUBLICAIN, LA LIBERTÉ ET LA CONCORDE.

VOUS VOTEREZ :

Pierre JANOT

Chargé de Mission au Ministère de l'Économie
et des Finances

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

REPLAÇANT ÉVENTUEL :

Jacques ABSIL

Docteur Vétérinaire

VU : LE CANDIDAT